

Pour les masses ouvrières et paysannes, la République prend et prendra de plus en plus un sens et un contenu totalement différents et opposés à ceux qu'elle a pour les personnages du 14 avril et profondément différents aussi de ce qu'elle avait pour les masses elles-mêmes en 1931.

Recueillir, approfondir, partir de ce contenu que traduit et synthétise la compréhension instinctive des masses de leur propre expérience vécue et du sens de classe de toute l'action et de toute la répression franquiste, c'est la base même d'une politique révolutionnaire juste, fidèle à notre mouvement et à notre tradition.

Il faut éviter à tout prix l'erreur sectaire — qui ne ferait que reproduire l'abstraite idée stalinienne de 1931 — de vouloir opposer à la République l'idée abstraite de la révolution prolétarienne. La lutte pour la Révolution prolétarienne ne passe pas aujourd'hui, en Espagne et dans l'émigration, par l'affirmation théorique de sa nécessité, mais par la lutte pour la République, **lutte qui ne répète pas les erreurs de 1931.**

L'expérience vécue par les masses, particulièrement dans la période de la guerre civile, doit être comprise dans ses justes limites, conditionnées par : l'absence d'un parti révolutionnaire fort et lié aux masses, susceptible de systématiser l'expérience vécue ; le poids de la défaite ; l'illégalité franquiste, empêchant une confrontation nationale et internationale des luttes passées et des positions présentes ; le désir de liberté et son caractère décisif, qui s'est accumulé pendant les longues années d'oppression ; la présence de nouvelles générations qui ont ouvert les yeux à la compréhension politique sous le baillon de l'oppression franquiste, qui n'ont pas vécu d'autre situation que celle de la dictature militaire. Ce sont autant de facteurs qui impriment aujourd'hui profondément leur empreinte à la physionomie politique des masses espagnoles, à la forme que prennent leurs aspirations profondes.

Il ne s'agit pas, nous le répétons, d'opposer la République à la Révolution, mais de mobiliser les masses pour la République, à travers leurs propres méthodes et pour la réalisation de leur propre programme de liquidation du franquisme et de réalisation de leurs aspirations. Sous cette forme et avec ce contenu, la lutte pour la République apparaît comme le levier pour mettre et maintenir en mouvement la lutte politique révolutionnaire contre le franquisme, base d'un développement politique vers nos positions. La lutte pour la République apparaît, en même temps, comme le moyen d'accélérer l'expérience des masses sur le véritable caractère de leurs directions, pour qui la République ne suppose pas un levier dans le développement de l'action des masses, mais une digue opposée à cette action, le rétablissement de la légalité de 1931.

Face au rétablissement de la légalité républicaine de 1931 et d'un gouvernement issu du parlement de 1936, il faut opposer l'instauration de la République, s'appuyant sur l'action des masses et leurs organismes de lutte et de défense, sur la base d'une liquidation rapide de l'appareil franquiste et des bases sociales sur lesquelles le franquisme s'appuie.

En 1930-1931, la lutte pour la République que défendait le trotskysme s'appuyait avant tout sur le développement de l'action autonome des masses, sur la réalisation conséquente des aspirations démocratiques des masses.

C'est pour cela que cette lutte ne supposait en aucune façon un rapprochement et un compromis avec les républicains bourgeois. Mais c'était à travers une défense acharnée des mots d'ordre démocratiques, une mobilisation des masses pour la République, qu'il était possible de faire comprendre le pseudo-démocratie des républicains bourgeois et de gagner le prolétariat et les masses populaires des villes et des campagnes à la direction révolutionnaire.

La situation repose sur un plan plus élevé. C'est sur la base soit de l'action des masses qui liquide le régime franquiste, soit de la volonté du peuple qui lutte pour instaurer et donner à la République son contenu, que se pose

et se posera l'offensive contre les gouvernements Giral ou autres formations qui pourront apparaître. Cette lutte clairement et systématiquement défendue doit être le point de départ de notre combat politique à l'étape présente.

Comme en Italie, en Belgique, etc., la lutte pour la République est dirigée, d'une part, contre Franco et son régime et, d'autre part, c'est la meilleure pierre de touche pour nous différencier de l'équipe Giral, qui constitue un frein pour leur réalisation, en subordonnant les intérêts des masses aux buts des grands impérialismes et en favorisant par cela même les manœuvres réactionnaires ou monarchistes.

La lutte pour la République, en tant que revendication démocratique, est liée, pour les communistes-internationalistes, au reste de notre programme d'action, fondamentalement indiqué dans les quinze points de notre manifeste de septembre 1945, et particulièrement à la formation d'organismes de masses. Et, en ce sens, elle apparaît comme un pont vers la révolution prolétarienne dans les conditions actuelles et dans le degré présent de la conscience des masses ouvrières et exploitées de l'Espagne.

Liquider le régime franquiste. Donner la parole au peuple

Qui peut seulement réaliser cette tâche et y présider ? Seulement un organisme qui prenne en temps voulu la forme d'un gouvernement et qui soit l'émanation même de l'action antifranquiste des masses. La classe ouvrière est la colonne vertébrale de la lutte antifranquiste ; la liquidation des bases sociales du régime franquiste est indissolublement liée au plein développement de son action de classe. Ce sont les organisations ouvrières qui doivent constituer ce gouvernement, la base d'une telle solution.

Mais il est évident que la participation à un tel organisme dépendra, en définitive, de l'acceptation du contenu anticapitaliste que la liquidation du franquisme comporte et que, dans notre propagande pour le gouvernement des organisations ouvrières, l'accent ne doit pas être mis sur l'exclusivité organique des formations prolétariennes, mais sur le développement des tâches à réaliser. Et surtout sur la participation des masses au moyen de leurs organismes de base (comités, syndicats, milices, etc.).

Les premières tâches dans la liquidation du franquisme, la liquidation de l'appareil franquiste, la proclamation de la République supposent : la libération des emprisonnés, le plein exercice des droits démocratiques des masses, la dislocation des organismes armés, la constitution de milices dirigées démocratiquement et de tribunaux populaires, le partage des terres aux paysans et la constitution de collectivités créées par les paysans eux-mêmes, l'élection de tous les fonctionnaires publics, révocables à tout moment par leurs électeurs, les droits électoraux à 18 ans, l'expropriation de la bourgeoisie franquiste, le contrôle ouvrier de la production et du ravitaillement, l'affirmation et le développement des organismes de masses de gestion et de défense, etc.

Le problème de l'Assemblée Constituante doit être abordé, avant tout, sur la base de l'expérience, profondément ancrée au sein des masses, de 1931, alors qu'on ne changea rien sous prétexte que seule la Constituante future pouvait décider les transformations et les mesures nécessaires. Cela permet à la contre-révolution de se regrouper et de passer à la contre-attaque. **Ne pas recommencer la voie de 1931** doit être une des idées centrales de notre agitation.

Sans jouer à l'étape présente un rôle central, le mot d'ordre d'Assemblée Constituante souveraine ne doit pas être abandonné. Il doit être maintenu comme aboutissant de l'œuvre révolutionnaire des masses, comme expression du désir d'autodétermination et de démocratie. La lutte acharnée contre le franquisme pour sa totale liquidation, doit être reliée à la nécessité que le peuple puisse exprimer sa volonté et que cette volonté puisse s'exprimer et s'appli-